

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles
CEDEX 09
84905 Avignon

Avignon, le 01/06/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC MEDITERRANEE

chemin de La Palud
84100 Orange

Références : D-0223-2026
Code AIOT : 0006406047

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2026 dans l'établissement PAPREC MEDITERRANEE implanté 393 CHEMIN DE CAPEAU 84270 Vedene. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC MEDITERRANEE
- 393 CHEMIN DE CAPEAU 84270 Vedene
- Code AIOT : 0006406047
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 19 avril 2007 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 22 mars 2019.

Il s'agit d'un centre de tri et de transit de bois, papiers et plastiques (rubriques 2714-2 et 2716-2). Le site est à autorisation de par la présence d'un broyeur (rubrique 2791-1). Il dispose d'une aire de tri des déchets, d'un presse à balle, d'un broyeur et d'une aire de stockage (entrepôt) pour les balles de papiers, plastiques et pour les palettes de bois.

Initialement, le site a été exploité par Provence Récupération, puis par ONYX Languedoc Roussillon (rachat en 2017). Depuis le 03 novembre 2021, le site est exploité par Paprec Méditerranée.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.9	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
10	Eaux pluviales : contrôles des installations	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 3.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
11	Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 6.3.2	Demande d'action corrective	1 jour
12	Propreté	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 1.3.1	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation du site	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R512-74	Sans objet
5	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.10	Sans objet
6	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.5	Sans objet
8	Prévention	Arrêté Ministériel du 06/06/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	incendie	article I > 4.1.1	
9	Prévention incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux suites de la visite d'inspection du 07 juin 2024.

Depuis janvier 2026, le site est de nouveau en activité pour du transit, regroupement et tri des cartons mais de manière réduite. Aucun déchet n'est présent sur le site. Les installations (presse à balle et broyeur) sont toujours consignées.

L'exploitant doit toutefois transmettre des justificatifs et mener des actions correctives.

Enfin, l'exploitant va développer son activité. L'inspection lui a donc rappelé notamment les nouvelles dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 06/06/2018 applicable au 01 janvier 2026 (îlots, rondes, moyens incendies, etc.).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R512-74
Thème(s) : Situation administrative, Caducité
Prescription contrôlée : [...] II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.
Constats : <u>Constat lors de la VI précédente (07/06/2024) :</u> [...] <i>Concernant le devenir du site, Paprec dispose d'un bail jusqu'en 2026 et souhaite répondre à différents marchés publics à venir. L'issue positive à ces marchés permettra à Paprec de se positionner sur le devenir industriel de ce site.</i> <i>Il a été rappelé à l'exploitant, conformément à l'article R.512-74 du code de l'environnement, que lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet.</i> <u>Constat lors de la visite du 22/05/2026 :</u> Pré-inspection, l'exploitant a envoyé un courrier en date du 03 février 2026 informant de la reprise d'une partie des activités depuis le début de janvier 2026 dans le cadre du marché du «

Grand Avignon ».

Le site de Vedène est ainsi utilisé pour une activité de transit, regroupement et tri de cartons (3 camions bennes tous les vendredis). La pesée et la mise en balle s'effectuent sur le site de Paprec à Orange.

Le jour de la visite, l'inspection a constaté une activité de transit des cartons qui sont déposés au sol par le service de collecte de la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon (COGA). Cette dernière effectue le ramassage des cartons tous les vendredis en BOM (Benne à Ordures Ménagères). La collecte du carton concerne les communes d'Avignon, Entraigues-sur-la-Sorgue et Le Pontet (1 000 T/an).

Les cartons sont ensuite rechargés dans des camions ampliroll de 30m³. Tous les vendredis, 2 bennes de 30m³ sont acheminées du centre de tri de Vedène au centre de tri d'Orange, exploité également par PAPREC MÉDITERRANÉE.

Pour rappel, l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire du 22/03/2019 impose une quantité maximale entreposée de papiers, cartons, bois et plastiques de 510 m³ (activité classée à déclaration pour la rubrique 2714).

L'exploitant précise qu'il va recevoir la collecte sélective de Nîmes dont le centre de tri va être en travaux. Cette période transitoire démarrera le 1er juillet à hauteur de 1 500 Tonnes de déchets ménagers estimés sur la durée des travaux. La presse à balle sera remis en service à cette occasion.

Le site est donc voué à évoluer vers plus d'activités, notamment suite à l'attribution du marché d'exploitation du centre de tri Rhodanien voisin. À terme, 3 personnes seront présentes pour la gestion de ce site avec 1 directeur, qui sera celui du futur centre de tri rhodanien, 1 conducteur de presse et 1 cariste.

Des travaux auront lieu prochainement pour :

- construire un mur en béton type méga-bloc délimitant le site à l'est,
- remettre à niveau le réseau pluvial.

Ces travaux devraient s'achever fin 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43

Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets entrants et sortants

Prescription contrôlée :

<p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets sur le site de Vedène. Le pont bascule présent sur le site n'a pas été remis en état de fonctionnement. Toutefois, le registre est bien présent au centre de tri d'Orange où les déchets provenant du site de Vedène sont pesés à l'arrivée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le registre déchets du centre de Vedène depuis janvier 2026, mois où la collecte des déchets de la COGA a commencé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Equipements abandonnés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 9</p>
<p>Thème(s) : Autre, Broyeur et presse à balle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat lors de la VI précédente (07/06/2024) :</u> [...] <i>L'inspection a vérifié si les équipements présents sur le site, à savoir la presse à balle et le broyeur disposent de matériel garantissant leur mise en sécurité. Ces équipements sont bien consignés à l'aide d'un cadenas rouge de consignation (armoire général électrique de la presse à balle et double consignation sur le broyeur).</i></p> <p><i>Par ailleurs, l'exploitant a précisé que le broyeur ne fonctionne plus (double consignation). Il n'a pas prévu de le démanteler pour l'instant.</i></p>

<p>Lors de la visite du 22/05/2026 :</p> <p>Les équipements sont toujours consignés (cadenas rouge sur la presse à balle et le broyeur). L'exploitant précise que lors du déploiement de son activité, seule la presse à balle sera maintenue. Il envisage de démonter le broyeur qui est d'« une ancienne génération ». Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de balles de déchets en sortie de la presse à balle. L'exploitant a précisé que ces balles en fin de process sont nécessaires au maintien de la structure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre une explication au maintien des balles en fin de process de l'équipement de presse à balle. Dans l'hypothèse où ces déchets en balle doivent rester en place, il doit démontrer les mesures compensatoires mises en œuvre pour le limiter le risque incendie. Par ailleurs, l'exploitant doit penser à porter à la connaissance du préfet tous travaux de démantèlement de ses équipements et mettre à jour les rubriques ICPE idoines.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 4 : Isolement du réseau de collecte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs d'obturation et consigne</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre des travaux d'amélioration du site en cours de validation, l'exploitant est en train de revoir les réseaux dont le pluvial. Un devis de travaux sur le pluvial a été réalisé mais l'exploitant n'a pas présenté ce devis. Il s'engage à le transmettre par la suite. La vanne de barrage est prévue dans le cadre des travaux. Les consignes écrites seront réalisées après travaux. L'exploitant précise que le démarrage des travaux est imminent et que les travaux dureront 6 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le devis validé des travaux à venir, notamment sur le pluvial.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 5 : Petits îlots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.10

Thème(s) : Risques accidentels, Présence d'îlots ?

Prescription contrôlée :

« A. Une zone couverte ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différents.

« B. Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots en zone non couverte.

« C. Les prescriptions du B peuvent être adaptées par arrêté préfectoral, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, lorsqu'elles empêcheraient la réalisation des obligations de tri à la source et de collecte séparée sur l'installation.

« A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet :

« - la justification technique du nombre de petits îlots supplémentaires demandés ;

« - une étude démontrant l'absence d'effets domino. »

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de déchets présents sur site. Les déchets de carton déposés tous les vendredis par la COGA sont rechargés en camion ampliroll le jour même (2 bennes de 30m³). Les seuls déchets présents sont des balles de carton en fin de process de la presse à balle (cf. point de constat n°3).

L'inspection a sensibilisé l'exploitant sur les nouvelles dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 06/06/2018 applicable au 01 janvier 2026 (îlots, rondes, moyens incendies, etc.).

L'exploitant a précisé que des caméras thermographiques seront mises en place sous 15 jours à 3 semaines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entreposage des produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de stockage des déchets

Prescription contrôlée :

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

En compléments du registre prévu au point 3.4 de l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

[...]

Constats :

A ce stade de l'activité du site, l'exploitant n'est pas concerné par cette prescription (cf. point de constat n°5).

Par contre, il le sera lors de la réception des déchets de la collecte sélective de Nîmes si les déchets restent sur le site en attente de traitement et d'évacuation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à respecter la prescription dans le cadre de son futur contrat avec la ville de Nîmes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du site contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

<p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de 6 RIA sur le site et des extincteurs répartis dans le bâtiment.</p> <p>Les dates de vérification ont été contrôlées par sondage. Les étiquettes mentionnent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les RIA sondés, une date au 24 juin 2025 (vérification par MONDIALFEU) ou août 2025 (vérification EUROFEU). Un RIA contrôlé ne dispose pas d'une étiquette 2025. L'exploitant pense que le vérificateur a omis de coller l'étiquette, • pour les extincteurs sondés, une date au 13/06/2025. <p>L'exploitant précise que le registre doit certainement mentionner le contrôle effectif du RIA dont l'étiquette pour l'année 2025 est manquante. Le registre n'est pas disponible sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le dernier contrôle effectué sur les RIA et les extincteurs en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 8 : Prévention incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection et surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>« Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une</p>

<p>personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>« En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>« Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.</p> <p>« Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas concerné à ce stade par cette prescription (cf point de contrôle n°5).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Prévention incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rondes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>« a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;</p> <p>« b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>« II. L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <p>« - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;</p> <p>« - le parcours des rondes et les points d'observation ;</p> <p>« - la formation du personnel concerné ;</p> <p>« - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;</p> <p>« - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas concerné à ce stade par cette prescription (cf point de contrôle n°6).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Eaux pluviales : contrôles des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 3.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du débourbeur-déshuileur
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales de toiture des bâtiments, les eaux de ruissellement et les eaux de lavage récupérées sur l'ensemble des zones imperméabilisées du site sont, après traitement dans un décanteur séparateur, infiltrées dans un bassin à pente de 45° d'un volume de 208 m³. Le débourbeur-déshuileur est entretenu régulièrement. [...]
Constats : L'exploitant confirme effectuer l'entretien du débourbeur-déshuileur. Par ailleurs, il s'engage à réaliser des travaux sur le réseau pluvial en lien avec le déploiement de son activité (cf points de contrôle n°1 et 4).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le dernier entretien du débourbeur-déshuileur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 6.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité RIA
Prescription contrôlée : [...] À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
Constats : Ce point de contrôle a été rajouté suite à la visite d'inspection. En effet, lors du contrôle terrain, le RIA situé au sud du bâtiment presse et broyeur n'est pas accessible. Des tuyaux PVC sont stockés devant. L'exploitant s'est engagé à les retirer.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faciliter l'accès au RIA en retirant des stocks de tuyaux PVC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 jour

N° 12 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Fosses du broyeur
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Ce point de contrôle a été rajouté suite à la visite d'inspection. En effet, lors du contrôle terrain, des cartons sont présents dans la fosse extérieure et dans la fosse intérieure du broyeur. L'exploitant s'est engagé à les retirer
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit enlever les cartons présents dans les fosses du broyeur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour